

Textes réunis par
Catherine MAURER

Les espaces de l'Allemagne
au XIX^e siècle

Frontières, centres et question nationale



2010

PRESSES UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

*Ouvrage publié avec le soutien
de l'EA 3400, Équipe de recherches en Sciences historiques
de l'Université de Strasbourg, de l'Institut Universitaire de France,
et de la Société des Amis des Universités de l'Académie de Strasbourg.*

ISBN: 978-2-86820-405-9

© 2010 Presses universitaires de Strasbourg
Palais universitaire – 9 place de l'Université – BP 90020
F-67084 STRASBOURG CEDEX

TABLE DES MATIÈRES

Catherine MAURER INTRODUCTION	7
--	---

PREMIÈRE PARTIE DE L'ESPACE OUVERT À LA NATION LIMITÉE: FRONTIÈRES ET ESPACES FRONTALIERS

Bernhard STRUCK DE L'ESPACE OUVERT AU TERRITOIRE NATIONAL. PERCEPTION, INVENTION ET HISTORICITÉ DES FRONTIÈRES DANS LES RÉCITS DES VOYAGEURS DE LANGUE ALLEMANDE EN POLOGNE ET EN FRANCE AUTOUR DE 1800	29
Morgane LABBÉ LES FRONTIÈRES DE LA NATION ALLEMANDE DANS L'ESPACE DE LA CARTE, DU TABLEAU STATISTIQUE ET DE LA NARRATION	49
Thomas SERRIER LES IMAGINAIRES SOCIAUX DANS LA CRISTALLISATION DE LA FRONTIÈRE GERMANO-POLONAISE AU XIX ^e SIÈCLE	73
Eligiusz JANUS LES PROCESSUS DE CONSTRUCTION DE L'ESPACE DANS LES RÉGIONS FRON- TIÈRES. LE GRAND-DUCHÉ DE POSNANIE ET LES DIOCÈSES DE GNESEN ET POSEN DANS L'UNION PRUSSIEUNE (1815-1867)	85

DEUXIÈME PARTIE LA « FONDATION INTÉRIEURE »

Marie-Bénédicte VINCENT LA SPHÈRE JURIDIQUE ET LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE NATIONAL ALLEMAND (1848-1900)	101
Monique MOMBERT LE SYSTÈME ÉDUCATIF ALLEMAND SOUS LE KAISERREICH: ENTRE PLURA- LISME TERRITORIAL ET UNITÉ NATIONALE	119

TROISIÈME PARTIE
RÉGION, ÉTAT, NATION :
ÉCHELLES SPATIALES ET INTERACTIONS

Christian PLETZING «NOUS VOULONS ÊTRE PRUSSIENS». LE PATRIOTISME À L'ÉGARD DE L'ÉTAT PRUSSIE EN PRUSSE ORIENTALE ET OCCIDENTALE ENTRE 1830 ET 1871 ...	135
Nicolas MARIOT et Jay ROWELL LES VISITES DE SOUVERAINETÉ COMME ARTICULATION DU NATIONAL ET DU LOCAL EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE À LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE	149
Gilles BUSCOT LES CÉRÉMONIES STRASBOURGEOISES DE LA (RE)GERMANISATION APRÈS 1870. LA DERNIÈRE VISITE DE GUILLAUME I ^{ER} À STRASBOURG, EN 1886, VUE PAR DEUX JOURNAUX ALSACIENS	169
Christian BONAH ESPACE NATIONAL ET PORTEURS DE CULTURE: LE DOUBLE JEU GÉOPOLI- TIQUE DES SCIENCES EXACTES LORS DE LA CRÉATION DE L'UNIVERSITÉ D'EMPIRE DE STRASBOURG, 1872-1884	195
François IGRSHEIM RÉSEAUX INTELLECTUELS SUPRA-RÉGIONAUX ET RETOMBÉES RÉGIONALES. LES CONGRÈS DES GRANDES FÉDÉRATIONS HISTORIQUES ET ARCHÉOLO- GIQUES ALLEMANDES ET L'ALSACE (1871-1914)	221
CONCLUSION VERS LE XX^e SIÈCLE...	
Hubert KIESEWETTER L'APPORT THÉORIQUE DE WALTER CHRISTALLER À LA RECHERCHE RÉGIO- NALE	243
Index des noms de personnes	261

LES VISITES DE SOUVERAINETÉ
COMME ARTICULATION DU NATIONAL ET DU LOCAL
EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE
À LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Nicolas MARIOT (*CNRS-CURAPP*)
et Jay ROWELL (*CNRS-PRISME*)

Les visites de souveraineté désignent dans les paragraphes qui suivent les déplacements en dehors de la capitale du plus haut responsable de l'État. Ces déplacements ont pour caractéristique d'être un événement institué, officiel et public qui mobilise des foules importantes dans la région ou la ville visitée¹. À la fin du XIX^e siècle, les visites du président français et du *Kaiser* allemand Guillaume II se développent dans les deux pays concernés, tant du point de vue de leur nombre que de l'importance des foules mobilisées et de leur écho médiatique. Dans cette recherche, ces visites sont conçues à la fois comme révélateur des rapports entre le centre et la périphérie et comme une institution qui transforme l'articulation entre le national et l'infranational, tant du point de vue institutionnel que du point de vue des représentations et des pratiques. Le choix de l'angle d'attaque, de l'échelle d'observation et de la grille de lecture des visites n'est pas neutre et produit des effets de connaissance. Exposer ces choix et présupposés nous semble un préalable indispensable à la présentation des résultats de l'enquête².

Les obstacles à une comparaison « terme à terme » des visites dans les deux pays sont nombreux. On peut en effet être sceptique quant à la possibilité même de comparer les activités de Guillaume II, monarque héréditaire et clef de voûte du système politique allemand, personnage à qui les historiens comme les observateurs de

1 Nicolas MARIOT, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

2 Pour une plus ample discussion des questions de méthode, voir Nicolas MARIOT et Jay ROWELL, « Visites de souveraineté et construction nationale en France et en Allemagne à la veille de la Première Guerre mondiale : une comparaison asymétrique », in : Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, 2004, p. 181-211.

l'époque attribuent du charisme³, et les présidents français de la III^e République, succession de personnalités perçues comme fades et dont le rôle, selon la formule consacrée, consiste à « inaugurer les chrysanthèmes ». De plus, parce qu'il est élu par la Chambre des députés et le Sénat, le président dispose d'une légitimation démocratique indirecte, ce qui contraste fortement avec le cas du *Kaiser*, fonction qui se confond, pour des raisons historiques, avec la maison royale de Prusse. Autrement dit, on pourrait penser *a priori* qu'il existe une différence de nature du rapport entre le souverain et le peuple en raison du fait que le président de la République est l'élu de tous les Français à travers leurs représentants, tandis que le *Kaiser* allemand est aussi, et peut-être avant tout, roi de Prusse.

Si on ajoute à cela l'ensemble des différences institutionnelles, historiques et imaginaires attachées à la question de la construction nationale en France et en Allemagne, le scepticisme initial s'accroît encore. On le sait, depuis le XIX^e siècle, la comparaison entre la France et l'Allemagne a fourni aux sciences sociales des cadres théoriques pour penser la nation et les rapports entre le politique et le social, dans une structure binaire où tout, ou presque, oppose les deux modèles. De façon explicite ou implicite, on compare les deux pays à partir d'un système de couples de catégories rigidifiées : d'un côté, l'unification nationale précoce et la construction d'un espace national à partir d'un État central « fort », une idée de la nation assise sur un « plébiscite de tous les jours » et une modernisation politique et sociale synchronique définiraient la trajectoire française ; de l'autre, l'Allemagne se caractériserait par une unification tardive et polycentrique, une conception de la nation fondée sur une identité de langue et de culture et un décalage entre la modernisation socio-économique et le maintien de structures politiques autoritaires, processus constitutif du fameux *Sonderweg*. Au lieu de partir de ces modèles préconstitués pour « lire » les visites afin de mesurer la conformité (ou l'écart) par rapport au modèle, nous procéderons par induction, en analysant dans le détail les transactions multiples qui structurent l'institution des visites.

En même temps, plus la focale de l'étude est resserrée, plus on fait apparaître des différences, et plus grand est le risque de retomber, au terme d'une enquête aussi minutieuse soit-elle, sur ces oppositions cristallisées entre la nation « à la française » et « à l'allemande ». Mais le risque inverse existe également, un risque qui consisterait à analyser les visites de souveraineté dans une perspective purement fonctionnaliste, qui ferait du déplacement de souveraineté une condition *nécessaire* à la stabilité de l'ordre politique, à l'intégration de la classe ouvrière et de ses territoires périphériques dans la nation en permettant au Prince de jouer sur l'alternance distance / rapprochement, lumière / ombre, présence / absence, etc.

On aurait très bien pu adopter cette perspective en comparant par exemple les objectifs affichés des organisateurs et des promoteurs des visites et des commentaires journalistiques qui insistent dans les deux contextes sur la force du lien établi entre

3 Voir John RÖHL, *Kaiser, Hof und Staat*, Munich, 1988.

le souverain et son peuple, sur le courant qui serait passé entre un homme et la foule anonyme, sur l'attachement personnel et spontané du peuple à son souverain et inversement. En France, les organisateurs du voyage visent explicitement à «conquérir unanimement les cœurs», à rallier des régions périphériques peu favorables à la République. C'est bien ce travail de légitimation que résume, dans un ouvrage publié en 1913, un journaliste promoteur de l'institution présidentielle :

«Quand le président se déplace, c'est par besoin de se mettre en communication directe avec le pays, de créer un courant de sympathie de gouvernés à gouvernants, de garder l'affection des masses, d'entretenir leur confiance, rôle tout de séduction personnelle, auquel le chef suprême de la nation ne peut se soustraire, ni y paraître inférieur, sans manquer gravement à l'un de ses devoirs⁴».

En Allemagne, pour reprendre les objectifs affichés de la visite du *Kaiser* à Leipzig en octobre 1913, pour l'inauguration du *Völkerschlachtdenkmal* commémorant le centenaire de la bataille de Leipzig et la libération de l'Allemagne du joug napoléonien, il s'agit de concevoir «une cérémonie qui exprime la loyauté et l'amour du peuple envers le roi de Saxe et le *Land*, ainsi que l'enthousiasme et le dévouement pour le Reich et le *Kaiser*⁵.» Les objectifs des voyages dans les deux contextes visent ainsi simultanément à séduire les populations, à les arrimer à la nation à travers la figure du souverain, mais aussi à confirmer la légitimité du souverain par l'attestation fournie par le nombre de personnes s'étant déplacées pour rendre hommage, ainsi que par le comportement des foules qui, lorsque la situation l'exige, répondent par des vivats, des applaudissements ou au contraire par le recueillement. Toutefois, s'arrêter là conduirait à confondre les objectifs des voyages et l'efficacité réelle des visites et ne nous permettrait pas de comprendre les modalités pratiques de leur accomplissement.

Pour parer aux risques du fonctionnalisme et de la juxtaposition monographique qui ne peut que confirmer l'existence de deux manières irréconciliables d'arrimer la périphérie au centre, nous avons appuyé notre analyse sur deux principes méthodologiques : 1) faire une lecture croisée des deux contextes et des expériences de terrain des deux observateurs afin de réinterroger et de confronter constamment les catégories d'analyse, en posant des questions issues du terrain français au terrain allemand et inversement ; 2) considérer l'objet «visite de souveraineté» pour lui-même, en cherchant à restituer la mécanique interne de sa réalisation, le travail concret de ses préparateurs et promoteurs. C'est en analysant les modalités de son organisation, les termes de la négociation entre le pouvoir central et local que nous avons cherché des indices de l'articulation, spécifique à chaque pays, entre le national et l'infranational. La logique de la présentation des résultats procédera en variant les échelles d'objectivation, passant progressivement, mais pas

4 Henry LEYRET, *Le président de la République, son rôle, ses droits, ses devoirs*, Paris, 1913, p. 100.

5 Compte rendu de la réunion préparatoire du 14.3.1913 à Dresde, Archives municipales de la ville de Leipzig, désormais AM Leipzig, Kap II, 71/ 63/1.

toujours de manière linéaire, d'une échelle macro à une échelle plus microsociale. La variation des échelles permettra, par la comparaison de différents niveaux de lecture et d'objectivation, d'annuler autant que possible les artefacts de symétrie ou de dissymétrie existant à chaque niveau d'observation.

DES DÉVELOPPEMENTS PARALLÈLES DE L'INSTITUTION DES VISITES
DE SOUVERAINETÉ. L'APPARENTE SYMÉTRIE D'UNE NATIONALISATION
FONCTIONNELLE

Jusqu'aux années 1870, le « paraître en public » des rois de Prusse se limite essentiellement aux déplacements liés à la société de cour et aux manœuvres militaires qui ne recouvrent donc pas les caractéristiques des visites de souveraineté telles que nous les avons définies. À partir de 1876, le *Kaiser* commence à se déplacer aux périphéries du nouveau Reich pour diriger les manœuvres militaires, mais ces visites restent fermées au grand public, même si des gradins payants sont installés sur les terrains de manœuvre pour permettre à la suite impériale et aux notables locaux d'y assister⁶. C'est qu'à partir du moment où Guillaume II accède au trône, en 1888, que ces visites s'ouvrent à des publics plus larges⁷. Guillaume II avait créé un précédent dès 1888 à Berlin, en traversant la ville à la tête des régiments qu'il devait passer en revue, attirant sur son passage des foules très nombreuses⁸. Ce type de procession militaire se répète à de multiples reprises dans les grandes villes « capitales » des 15 districts militaires jusqu'à la guerre de 1914. Après ces traversées des villes, la suite impériale et une sélection de notables locaux installés sur des tribunes payantes assistent aux manœuvres, tandis que la population observe l'action de loin, derrière des clôtures. Mais au-delà, l'empereur multiplie les apparitions en public, donne d'innombrables discours, assiste à de nombreux défilés, inaugurations de monuments et commémorations. En France, les voyages de souveraineté connaissent une renaissance à la fin des années 1880, dans un contexte où la jeune république se consolide et est confrontée au défi du boulangisme. Pendant plus de deux ans, le président Sadi Carnot et le général Boulanger se livrent à un duel à distance à travers des tournées croisées en province. Sortie « victorieuse » de l'affrontement, la présidence ne cessera plus de déambuler partout sur le territoire français, mais les visites se concentrent particulièrement dans les départements frontaliers et dans ceux récemment conquis à la République.

6 Sur les déplacements de Guillaume I^{er}, notamment à Strasbourg, voir l'article de Gilles BUSCOT dans ce même volume.

7 Jakob VOGEL, *Nationen im Gleichschritt*, Göttingen, 1997, p. 42-91.

8 Thomas LINDENBERGER, *Strassenpolitik. Zur Sozialgeschichte der öffentlichen Ordnung in Berlin 1900-1914*, Berlin, 1995.

En s'appuyant sur l'exemple de l'inauguration le 18 octobre 1913 du *Völkerschlachtendenkmal*⁹ et sur les visites provinciales de Raymond Poincaré à la même époque, on peut voir, à une échelle d'observation relativement large, des similitudes frappantes dans la structure générale des visites de souveraineté et les critères manifestant leur réussite. Il s'agit, pour les organisateurs des visites, d'en stabiliser les chances de succès, succès attesté par la présence massive et la ferveur de la population locale et par le jeu sur la distance et la proximité entre le souverain et les gouvernés.

Le 18 octobre 1913, l'empereur Guillaume II se rend donc à Leipzig pour l'inauguration du *Völkerschlachtendenkmal*, en présence du roi de Saxe, des représentants des familles royales de la Russie, de la Suède et de l'Autriche et du maire de Leipzig. Plus de 60 000 personnes ont payé leur place dans l'enceinte close où a lieu la commémoration¹⁰, en plus des quelques dizaines de milliers d'individus massés sur le parcours emprunté par l'empereur entre la gare et le monument. La même année, Raymond Poincaré multiplie les déplacements en province : il légitime par sa présence l'effort mutualiste, visitant les maisons de la mutualité de Marseille et Reims et présidant le congrès de l'Union des sociétés de secours mutuels à Montpellier ; il pose les premières pierres du nouveau port du Havre et du tunnel de l'Estaque à Marseille ; trois grandes manœuvres militaires, navales et terrestres, lui sont encore données en spectacle. Comme la venue de Guillaume II à Leipzig, ces visites présidentielles mobilisent des foules considérables, de 10 à 20 000 personnes dans les sous-préfectures, et jusqu'à 100 000 en préfecture. En Allemagne comme lors des tournées françaises, on organise des feux d'artifice, décors, spectacles, et illuminations qui transforment la ville et créent une atmosphère propre à bouleverser les repères sensoriels ordinaires. Dans les deux cas, les édiles locaux sont chargés de mobiliser la population et bien souvent de la conduire sur le lieu des réjouissances. À Leipzig, on positionne 27 000 écoliers le long du parcours du *Kaiser* et on leur demande d'attendre deux heures sur place jusqu'à son retour, signe que la municipalité craint un défaut de mobilisation¹¹. À l'occasion de la venue de Poincaré au Havre en 1913, la municipalité et l'inspecteur d'académie organisent ensemble le déploiement des enfants.

Si l'on regarde ce que font concrètement le président de la République en France avant 1914 et Guillaume II en Allemagne, on remarque là encore des simi-

9 Forte de ses 45 000 membres, l'Union patriotique allemande (*Deutscher Patriotenbund*) pour l'édification d'un mémorial de la bataille de Leipzig a conçu et financé le monument sous le patronage de Guillaume II. Ce mémorial de la « bataille des peuples », haut de 91 mètres, a été construit entre 1900 et 1913 pour un coût de 6 millions de marks, financé exclusivement par des dons privés.

10 Le prix des quelques 4 800 places dans les tribunes furent fixés par le *Deutscher Patriotenbund* à 100 marks, les 60 000 spectateurs admis dans l'enceinte du mémorial ont payé 5 marks, ou 3 marks s'ils arrivaient groupés derrière la bannière d'une association ou d'une corporation. Le salaire moyen dans l'industrie était à cette époque de l'ordre de 4,5 marks par jour : Hans-Ulrich WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte 1848-1914*, Munich, 1995, p. 606.

11 AM Leipzig, Kap II, 71/ 63/1.

litudes frappantes. De fait, ils ne font en réalité pas grand-chose. Pendant la cérémonie d'inauguration d'une heure, les activités de l'empereur consistent à passer en revue la garde et les représentants des associations et corporations, écouter les prières, hymnes et discours, recevoir les messages des courses-relais organisées par les associations sportives et visiter le monument. Le *Kaiser* ne prend jamais la parole et aucun document ne fait part d'un geste ou d'une parole « spontanée » adressés en direction de la foule. Il se donne à voir, il reçoit applaudissements et acclamations. L'empereur, comme le président français, est là pour être vu, et pour être acclamé par le plus grand nombre. L'interaction intègre le double processus de distanciation institutionnelle et de rapprochement physique qui met en face à face l'ordre politique institué et le peuple.

Pour autant, cette échelle d'observation est trop « éloignée » pour apercevoir les différences importantes dans l'organisation des voyages, les formes d'appropriation et de mise en valeur du territoire visité, enfin l'implication de la population locale. L'organisation d'une visite met en contact des bureaucraties centrales, régionales ou locales et des élites économiques et politiques locales qui négocient la visite selon leurs intérêts et représentations. Dans cette interaction, il existe une asymétrie structurelle entre le pouvoir central, pour qui de telles visites sont routinisées, le fruit d'un savoir-faire basé sur un processus d'apprentissage et de sédimentation des formes organisationnelles qui produisent des résultats escomptés et, de l'autre côté, la puissance invitante, pour qui la visite est et doit rester un événement exceptionnel. Pour rééquilibrer cette asymétrie de pouvoir et de savoir-faire, la puissance invitante procède à une mobilisation exceptionnelle de la société locale en adaptant des savoir-faire acquis dans l'organisation d'autres événements réunissant un public important. Pour la localité, la visite est un moment où elle peut devenir « capitale d'un jour », où les élus, acteurs économiques et notables locaux sont incités à accueillir le souverain comme il se doit afin de projeter une image qui prouve l'attachement au souverain et à travers lui, à la nation, tout en soulignant les particularités qui mettent en valeur le territoire visité. Ainsi, la visite devient un moment privilégié pour étudier les structures locales de pouvoir et leur interaction avec d'autres scènes politiques.

L'ARTICULATION ENTRE LE NATIONAL ET LE LOCAL

L'analyse des deux cas révèle des différences importantes dans la manière de résoudre cette tension fondée sur l'asymétrie de pouvoir entre le centre et la périphérie, et l'articulation entre la « partie » locale et le « tout » national. On le montrera à travers l'analyse de quatre objets de négociation entre les pouvoirs locaux et centraux : le programme de la visite ; le choix des itinéraires ; l'économie de la mobilisation des foules ; la mise en évidence des hiérarchies sociales dans l'espace local.

Les négociations du programme de la visite

Début 1913, la municipalité de Leipzig envoie à la cour une proposition de programme très chargée, destinée à mettre la ville en valeur. Étaient prévues, après la cérémonie d'inauguration du *Völkerschlachtdenkmal* le matin, une visite de l'exposition internationale des techniques du bâtiment, l'inauguration de l'église-mémorial russe et la pose de la première pierre de la nouvelle bibliothèque nationale, suivies d'un repas, d'une visite de la nouvelle mairie, enfin, le soir, d'une représentation en présence de l'empereur au nouveau théâtre municipal. La journée devait se clore par un feu d'artifice et une illumination de la ville au moment de la sortie du *Kaiser* de la représentation théâtrale. Ce programme visait à associer l'empereur aux symboles qui faisaient la renommée nationale, voire internationale, de la ville : cité de foires et d'expositions, centre allemand de l'industrie du livre, de la culture et de la musique.

Pourtant, les services protocolaires de la cour ont finalement imposé un programme beaucoup plus réduit. L'inauguration du *Völkerschlachtdenkmal* devait être l'événement central de la journée et celle de l'église russe, « symboliquement séparée et subalterne », d'une durée de dix minutes seulement. Les autres propositions ont été purement et simplement supprimées, à l'exception du repas de midi à la nouvelle mairie¹². À l'inverse, le déroulement de la cérémonie d'inauguration a été minutieusement organisé, les choix des prières, des hymnes, des trois discours, les 101 coups de canon et le carillon des cloches des églises étant dictés par les services protocolaires de Berlin. La sécurité et la vente des places dans les tribunes lors de la cérémonie ont été déléguées au *Patriotenbund*. La cour impose un programme qui réduit au strict minimum le temps durant lequel Guillaume II paraît en public.

S'il existe également une asymétrie dans la négociation entre la présidence et les autorités locales en France, elle est d'un tout autre ordre. Parce que chaque visite doit rester un événement extraordinaire alors que le voyage est très tôt perçu par ses promoteurs parisiens comme une activité routinière, les préparatifs sont laissés aux mains de la municipalité, sous la surveillance préfectorale. La présidence sait que les maires sauront et voudront faire montre de leur compétence liturgique en matière de décors et de mobilisation populaire, celle-ci reposant sur le recours à des précédents dont on estime qu'ils ont fonctionné avec succès avant et ailleurs¹³. Cette capacité de négociation imposée (et concédée) repose sur une compréhension largement partagée de ce que doit être une visite réussie, tant pour le président que pour le territoire visité, comme le soulignent les directives élyséennes concernant l'organisation de la « conférence locale » destinée à établir le programme des arrêts présidentiels :

12 Programme définitif du 20.3.1913, AM Leipzig, Kap II, 71/ 63/1.

13 Sur ces questions, N. MARIOT, *Bains de foule...*, *op. cit.*, seconde partie.

« Cette conférence a lieu sous la présidence du préfet. Elle comprend, outre l'officier, les représentants du commandant d'armes et du maire, et le commandant de gendarmerie. L'officier fait connaître, avant toute chose, les modifications apportées au programme [établi par la puissance invitante], d'après les instructions qu'il a reçues du général (commandant la maison militaire). Il appartient à l'officier de faire cette communication avec la plus grande courtoisie, de façon à ménager les susceptibilités d'autant plus faciles à s'éveiller que les autorités locales et les populations témoignent par leurs propositions plus de zèle et d'enthousiasme souvent indiscrets. Si ces autorités insistent, l'officier doit bien se pénétrer de l'opportunité du maintien ou de la suppression de certaines parties du programme pour pouvoir en rendre compte au général au retour¹⁴ ».

Les notes produites par les officiers de la maison militaire chargés de l'organisation témoignent bien des possibilités offertes aux autorités locales : le maire de Lyon, Édouard Herriot, obtient ainsi que Poincaré « veuille bien s'arrêter devant un groupe d'habitations à bon marché et déposer une gerbe de fleurs » ; mieux même, après le banquet offert à l'hôtel de ville par la municipalité, « on demandera à M. le Président de se montrer au balcon », formulation qui laisse percevoir le degré d'initiative que les mairies peuvent s'octroyer¹⁵, initiatives qui sont impensables dans le cas allemand.

Précisons que cette capacité de négociation n'est pas réservée aux grandes villes ou aux maires disposant d'une assise politique forte dans la capitale. Il arrive assez souvent que les « petites » communes se plaignent auprès des autorités centrales des trajets choisis parce que ceux-ci ne traversent pas les zones les plus aisément mobilisables, la crainte des autorités municipales étant ici que les populations se désintéressent de l'événement parce que le président paraît éviter leur lieu de vie. Dans la majorité des cas, la présidence fait confiance aux suggestions des édiles locaux qui sont les mieux à même de maîtriser les sources de l'incertitude.

Les itinéraires

La cour impériale n'impose pas seulement un programme qui réduit au strict minimum le temps durant lequel Guillaume II paraît en public, elle choisit également le trajet le plus court entre la gare et le lieu de la cérémonie. Le *Kaiser* ne visite pas la ville, il la traverse, échangeant même son Phaeton à la Daumont contre une automobile après la cérémonie pour « expédier » plus rapidement la visite de l'Église russe¹⁶. Il ne passe pas devant les entreprises ou édifices publics impor-

14 Cahier relié « Préparation d'un voyage présidentiel », non daté, pochette « projets », dossier voyage annulé de Poincaré dans les Alpes, 8-18.08.1914, Archives Nationales (AN) 1AG71.

15 « Compte rendu au sujet du voyage de reconnaissance à Lyon », sans date, dossier voyage de Poincaré à Lyon les 22-24.05.1914, AN 1AG15.

16 La « vitesse » fut telle que le *Kaiser* arriva à la mairie pour le repas avec une demi-heure d'avance sur l'horaire prévu, mettant dans l'embarras le maire et l'ensemble de l'administration qui n'étaient pas prêts à le recevoir avec la dignité qui sied.

tants, ne visite pas les différents quartiers de la ville. Contrairement au cas français, où l'itinéraire est négocié avec la maison militaire de l'Élysée et la préfecture, le parcours choisi ne fait l'objet d'aucune contestation. Au contraire, comme l'ensemble du parcours avait été interdit à la circulation pendant toute la matinée, un itinéraire court était moins difficile à policer¹⁷. Le seul problème soulevé est le fait que le trajet amène l'empereur à passer devant l'entrée d'un des quartiers les plus dégradés de Leipzig, quartier que la mairie tente de masquer aux éminents regards à l'aide d'obélisques et de guirlandes.

En France, les trajets font l'objet d'une négociation constante entre la puissance invitante et l'Élysée. Mais les termes de la négociation visent des deux côtés le même objectif : l'itinéraire doit être propice à la « fabrication » d'une foule pour acclamer le chef de l'État. La négociation porte ainsi sur les moyens permettant d'assurer cet objectif et se constitue en grande partie sur le déplacement du président qui va à la rencontre de l'ensemble de la population de la ville ou du petit pays visité. Cette logique de totalisation est parfaitement illustrée par la visite de trois jours qu'effectue Sadi Carnot à Nancy en 1892. La ville, proche de la frontière allemande d'alors, compte 87 000 habitants¹⁸. La présence de Carnot est destinée non seulement à renforcer les liens entre Paris et la Meurthe-et-Moselle, mais aussi à récompenser les notables locaux qui avaient efficacement lutté contre la tentation boulangiste. Le nombre de personnes qui viennent voir le Président est considérable : à elle seule, la compagnie ferroviaire enregistre un afflux de 120 000 personnes venues en train participer aux trois jours de festivités. Ces trois journées sont minutieusement négociées entre la maison militaire de la présidence qui prépare les voyages, la préfecture et la mairie de Nancy. Si la durée totale de la visite est fixée par la présidence, l'itinéraire dans la ville est laissé en grande partie à l'initiative de la municipalité et de ses comités locaux.

Carnot effectue cinq promenades distinctes dans la ville pendant les trois jours de sa visite. Il parcourt l'ensemble de la vieille ville, s'arrête aux principaux monuments historiques, aux portes de la ville, visite la préfecture, la mairie bien sûr, mais aussi l'hôpital public ou l'institut chimique. En même temps, il s'aventure dans les zones industrielles et passe sous des arcs de triomphe érigés par des entrepreneurs locaux qui accordent pour l'occasion une journée chômée à leurs ouvriers. Carnot s'approprie le terrain et ses lieux de mémoire (statues, portes, places), s'arrête

17 Outre le service d'ordre sur le lieu même de la cérémonie, composé de 516 membres d'associations sportives et de plus de mille policiers, le parcours est quadrillé par 975 policiers à pied, 240 à cheval et deux compagnies de l'armée. La municipalité incite, grâce à une prime de 5 marks, 600 de ses employés à se mobiliser pour assurer le service d'ordre qui prévoit un officier ou « volontaire » tous les 10 mètres du parcours de 4,2 km. AM Leipzig, Kap II, 71/63/1, et Kap II, 71/63/2, annexe 2 ; « Plan pour la distribution des volontaires le long du parcours » établi par les services de police le 12.7.1913, AM Leipzig, Kap II, 71/ 63/1.

18 Nicolas MARIOT, « Des réjouissances sans objet. Sadi Carnot en cortège à Nancy : enquête sur l'exclusion d'un quartier », in : Jean-William DEREYMEZ, Olivier IHL et Gérard SABATIER (dir.), *Un cérémonial politique : les voyages des chefs d'État*, Paris, 1998, p. 167-214.

devant des édifices publics, aussi bien les lieux de pouvoir que ceux qui identifient l'action réformatrice du régime. Le choix de l'itinéraire à Nancy est en grande partie dépendant de la mobilisation des comités de quartier et des entrepreneurs et commerçants qui financent des arcs de triomphe et assurent la mobilisation de leurs membres ou salariés. Les entrepreneurs et commerçants espèrent en effet profiter de la présence des milliers de visiteurs et faire connaître leurs produits dans l'espace national.

Les itinéraires ne reflètent pas une logique d'exclusion systématique des quartiers les plus pauvres ou les plus « malfamés » comme à Leipzig. Au contraire, il s'agit bien de passer en revue l'ensemble de la ville. Nul monument, quartier ou association ne peut en théorie être exclu puisque, selon le principe d'égalité dans la diversité cher au modèle de la petite patrie¹⁹, chaque partie participe au même rang qu'une autre à la grandeur du tout.

L'économie de la mobilisation dans la société locale

Les itinéraires illustrent les différences importantes dans les logiques de mobilisation des publics. Sous l'argument de l'affectation « morale » des foules et des commerçants quant à l'absence du passage présidentiel se cachent évidemment des arguments plus prosaïques tenant à la nécessité de rassembler du monde et de faire payer les travaux de décoration. Les représentants du monde économique sont ainsi fortement impliqués, comme en témoignent les préparatifs d'une visite de Poincaré en 1914 : l'Union du commerce et de l'industrie de Rennes demande à ses adhérents de pavoiser et les invite à décorer leurs magasins, à orner de fleurs leurs balcons, voire même à se grouper pour une décoration commune par rues sur le trajet que suivra le cortège²⁰. On perçoit clairement les intérêts croisés du maire et de l'Union dans l'organisation de l'événement, mais aussi en quoi ceux-ci ne viendront en rien gêner sa « réussite » du point de vue présidentiel :

« À la suite d'une démarche très personnelle auprès de la direction de très importantes maisons de notre ville, M. le maire de Rennes a obtenu la certitude qu'en cas de dérogation ces établissements fermeraient le dimanche 31 mai à midi. M. le maire de Rennes a mandé le président de l'Union et lui a fait savoir qu'il accorderait une dérogation au repos hebdomadaire pour la matinée du [dimanche] 31 s'il lui assurait que les commerçants fermeraient eux aussi à midi²¹ ».

À ce travail municipal s'ajoute encore l'action « spontanée » des représentants des comités de quartier pour se faire entendre et obtenir l'inclusion de leur quartier dans l'itinéraire, sans quoi leur mobilisation ne serait que de peu d'intérêt. À Marseille en octobre 1913, plusieurs comités, sous l'égide de la Commission des fêtes

19 Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, 1996 ; Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, 1997.

20 *L'Union du commerce et de l'industrie de Rennes*, n° 5, mai 1914, AN 1AG15.

21 *Ibid.*

présidentielles, rivalisent ainsi de propositions, l'un préparant un feu d'artifice, tel autre un arc de triomphe et/ou une retraite aux flambeaux²². Passant outre les conflits personnels internes aux quartiers ou entre sous-commissions, la mairie centrale s'efforce, dans presque tous les cas, de ne jamais entraver l'expression des bonnes volontés.

«Je viens de recevoir une délégation du syndicat des patrons et matelots pêcheurs des petits métiers de Marseille qui est venue offrir le concours dudit syndicat pour les fêtes nautiques et vénitiennes du Vieux-Port. Sachant qu'il n'entre certainement pas dans l'esprit de votre sous-commission de faire des partialités et d'écarter qui que ce soit, je vous serai très obligé de bien vouloir faire accepter par vos collègues le concours de ces braves gens et de prendre les mesures nécessaires afin qu'ils puissent prendre part aux fêtes nautique et vénitienne²³».

À Leipzig en 1913, la mobilisation de la population est loin d'impliquer autant les institutions et élites locales. Si l'association des propriétaires invite ses membres à pavoiser leurs immeubles et à distribuer des bougies que leurs locataires doivent placer sur les fenêtres pour les illuminations nocturnes, les entrepreneurs et associations de commerçants, laissés en marge du trajet officiel, sont peu mobilisés dans l'organisation de la journée. Contrairement à ce qui se pratique en France, les acteurs économiques ne proposent guère une contribution particulière à la décoration de la ville et ne concèdent pas une journée chômée à leurs ouvriers. Les quelques offres de participation ont été accueillies avec scepticisme par la mairie, comme le montre l'exemple du patron de l'entreprise métallurgique *Kötting und Mathiesen* qui avait demandé l'autorisation de fixer un puissant projecteur sur la cheminée de son usine pour illuminer la tour de la nouvelle mairie située à 2 km de distance. Sa demande fut refusée car l'initiative risquait, selon les services municipaux, de «diluer l'effet des illuminations du centre-ville²⁴». C'est la mairie qui porte seule la responsabilité de la transformation festive de la ville et un budget conséquent de 160 000 marks est voté pour le pavoisement avec des drapeaux du Reich, du *Land* et de la ville, des feux d'artifice, des illuminations, des guirlandes, de nombreuses colonnes en plâtre couronnées par l'aigle du Reich côtoyant des lions recouverts de bronze pour symboliser la ville. Si la mairie finance seule la mise en fête du cadre physique de la ville, l'essentiel du travail de mobilisation incombe aux mouvements patriotiques et nationalistes, les associations d'anciens combattants, les corporations d'étudiants, les sociétés sportives et gymniques, ainsi que les chœurs, fanfares et organisations de la jeunesse. Les membres des corporations qui avaient accepté d'entrer groupées bénéficièrent d'une réduction du prix d'entrée et leurs porte-drapeaux furent alignés pour permettre à Guillaume II de les passer en revue en se rendant à la tribune officielle.

22 Voir les procès-verbaux de la Commission des fêtes présidentielles, AM Marseille, K⁷ 43.

23 Lettre du maire de Marseille au président d'une sous-commission, 19.09.1913, AM Marseille, K⁷ 43.

24 AM Leipzig, Kap 71/ 63/2.

En France, l'économie de la liesse est tout aussi collective, puisqu'on y acclame le plus souvent « en sociétés », à travers des mouvements d'ensemble orchestrés à l'avance. Toutefois, contrairement à ce qui se passe à Leipzig, ce ne sont presque jamais des fédérations ou unions nationales qui prennent en charge l'expression des cris et vivats, mais les innombrables sociétés ou « députations » locales des pays traversés, et en particulier les fanfares, omniprésentes et souvent perçues comme de véritables « émanations » de la collectivité²⁵. Tout au long de l'année 1913, Poincaré se voit ainsi offrir en spectacle de très nombreux défilés où sont rassemblées les associations identifiant la petite patrie : c'est par exemple le cas lors de ses parcours sous les arcs de triomphe élevés par les « sociétés patriotiques » de Périgueux, lors des fréquentes « fêtes de nuit » auxquelles il est convié, ou encore lors de son retour « chez lui », à Bar-le-Duc, où toutes les « sociétés locales lui sont présentées²⁶ ». Le rapport entre associations locales et municipalité apparaît plus articulé, la fête étant aussi une célébration du local, à la différence de l'exemple de Leipzig, où les fédérations locales ou régionales n'agissent jamais en tant que telles et où l'action des fédérations nationales reste dissociée de celle de la municipalité²⁷.

La mise en évidence des hiérarchies locales

L'ordonnement du cortège officiel marque en France le poids de la municipalité : lors de la visite de Poincaré à Montpellier, en mars 1913, comme pour toute autre visite, siègent dans la voiture, outre Poincaré lui-même, le président du conseil, le chef de la maison militaire du président et le maire. Le ministre du Travail, le préfet, les députés et sénateurs ne prennent place, par ordre de préséance, que dans les voitures suivantes.

La situation est toute autre à Leipzig. Dans un premier projet, une compagnie équestre devait ouvrir et fermer une suite de voitures incluant Guillaume II, le roi de Saxe, les membres des familles royales étrangères et le maire de Leipzig. Or, trois semaines avant l'événement, la cour informa le maire de son exclusion de la suite d'honneur, et donc de son éloignement symbolique de l'empereur. Le maire protesta, sans succès, dans les termes suivants :

« Dans votre dernier courrier sur l'organisation du cortège officiel, j'ai constaté des changements importants. [...] Ces changements sont contraires aux traditions de Leipzig et de la Saxe. [...] On pourrait ainsi donner la fâcheuse impression à la population que les représentants des institutions civiles seront moins présents pour

25 Voir Jean-Claude Farcy, « Le temps libre au village (1830-1930) », in : Alain Corbin (dir.), *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, 1995, p. 230-274.

26 « Ville de Bar-le-Duc. Fêtes en l'honneur de M. Poincaré, président de la République. Programme », visite du 17.08.1913, AN 1AG12.

27 Les seules traces d'une négociation importante concernent la représentation des fédérations nationales au repas d'honneur à la mairie après la cérémonie.

cet événement important, ce qui conduirait immanquablement à porter une sérieuse atteinte à leur prestige²⁸».

De façon similaire, le plan de table au repas d'honneur le 18 octobre 1913 constitue une autre matérialisation de la hiérarchie sociale imposée par l'ordre protocolaire de Berlin. À la différence des pratiques françaises, l'identité des invités témoigne d'une marginalisation des représentants locaux et des fonctions électives. Si les membres du conseil municipal et les représentants de la Saxe au *Bundesrat* sont présents en nombre (56 des 281 places), l'ordre protocolaire a totalement exclu les députés au *Reichstag*, puisque presque tous étaient membres du parti social-démocrate (SPD). En outre, la municipalité disposait de 45 places à distribuer « hors protocole » mais, là encore, ce sont moins les représentants du territoire visité que ceux d'organisations et d'associations nationales qui s'imposent.

En France, les ordres, corporations, associations et sociétés diverses qui désirent se présenter pour saluer le chef de l'État peuvent le faire, après les présentations protocolaires, à la préfecture ou sous-préfecture. Ces délégations de société ne sont pas hiérarchisées lors de leur passage mais groupées dans une salle spéciale où se rend le président après les réceptions officielles, donnant une représentation « horizontale » et totalisante de la société locale. On peut donc parler d'une volonté d'intégration des classes populaires dans les visites françaises, mais pas en tant que telles. Les ouvriers sont présents en tant que salariés d'une entreprise qui finance un arc de triomphe. Ils bénéficient d'une journée chômée octroyée comme contrepartie de leur présence devant l'entreprise lors du passage du président. Mais le président rend également hommage aux classes populaires (qui lui rendent évidemment la pareille), en ne les excluant pas des itinéraires construits sur un principe de totalisation. De même, le principe de la gratuité des réjouissances est destiné à insérer la visite présidentielle dans un contexte festif plus large qui mobilise les répertoires ordinaires de la fête populaire, en y incorporant les feux d'artifice, spectacles, bals, etc. Ce modèle, reposant sur la notion d'enracinement, instaure ainsi une perception non verticale mais horizontale de l'unité nationale (représentation que matérialisent les réceptions préfectorales des voyages en se voulant, pour ce qui concernent les sociétés, rassemblement harmonieux et égalitaire des différents corps composant la petite patrie considérée) qui a pour conséquence d'assimiler le local au peuple :

« L'ancienneté du centralisme français concentrant en un même lieu le sommet de la hiérarchie des pouvoirs (politique, économique, culturel) a engendré une homologie entre d'un côté la capitale et les positions dominantes en tous domaines, de l'autre côté l'échelon local et les positions dominées. De ce fait, le peuple, au sens social, est assimilé au local. Célébrer le local et souligner sa place comme fondement premier du national, c'est affirmer l'ancrage républicain de la nation dans le soubassement populaire, donner une image harmonieuse et complémentaire des diversités

28 Lettre du maire de Leipzig Dittrich à von Burgsdorff le 23.9.1913, AM Leipzig, Kap II, 71/ 63/1.

sociales qui sont rabattues, par une transposition elliptique, sur la représentation territoriale²⁹ ».

Faire du local l'image du peuple, c'est dès lors esquiver le problème des antagonismes sociaux ou celui de la nationalité: de fait, dans ce cadre, les ouvriers comme les étrangers sont, pour les premiers largement, pour les seconds totalement, absents des voyages. Les ouvriers apparaissent ainsi sous la forme du corps de métier dans le cadre d'une délégation en préfecture, plus rarement comme le personnel sagement mis en rang d'une entreprise locale célèbre, en tous les cas jamais comme classe ou catégorie sociale constitutive de la société. L'objectif est de proposer une représentation sociale apaisée et complète qui se réalise par étalement et juxtaposition des attachements associatifs ou corporatifs, jamais de façon élargie. Aucun groupe n'est « pondéré » par rapport à un autre. En bref, les représentations sociales ne sont recevables qu'à la condition de justifier d'un enracinement local.

À Leipzig au contraire, il n'existe pas de journée chômée; les entreprises et leurs ouvriers sont invisibles et l'accès au lieu de la cérémonie du 18 octobre est payant. Participer à la fête doit se mériter, le sacrifice financier pour payer l'entrée est interprété comme un signe visible de patriotisme. À l'annonce de cette politique tarifaire, plusieurs polémiques ont éclaté dans la presse. Par exemple, dans le *Leipziger Tagesblatt* du 26 mars 1913, plusieurs lettres à l'éditeur et l'éditorial sont consacrés au prix élevé des places. Les vétérans et associations d'anciens combattants ont réagi avec une violence particulière³⁰. Pour parer ces critiques, l'éditorial souligna que l'accès payant était démocratique puisque « tous les Allemands, qu'ils occupent les positions les plus élevées ou les plus modestes, sont en mesure de remplir les conditions [...] Il n'y a pas de passe-droits, les invitations officielles ne sont pas prises en compte³¹ ».

UNE TENTATIVE D'INTERPRÉTATION

La comparaison menée jusqu'à présent montre que, contrairement à ce que l'on pense en général de l'absence d'autonomie des collectivités locales en France et de la forte affirmation de l'autonomie des villes en Allemagne (*Selbstverwaltung*) et des *Länder*, les marges de négociation des autorités politiques et civiles périphériques sont beaucoup plus restreintes en Allemagne. Les conditions de visite du

29 A.-M. THIESSE, *Ils apprenaient la France...*, *op. cit.*, p. 5.

30 Lors du cinquantième anniversaire de la bataille en 1863, les anciens combattants n'étaient pas seulement au centre du défilé, mais les organisateurs avaient même payé le voyage des plus démunis d'entre eux: voir Stefan-Ludwig HOFFMANN, « Mythos und Geschichte. Leipziger Gedenkfeiern der Völkerschlacht im 19. und frühen 20. Jahrhundert », in: Étienne FRANÇOIS, Hannes SIEGRIST et Jakob VOGEL (dir.), *Nation und Emotion: Deutschland und Frankreich im Vergleich, 19. und 20. Jahrhundert*, Göttingen, 1995, p. 111-132.

31 Les journaux conservateurs ajoutèrent une dimension morale au sacrifice financier en arguant que les ouvriers n'avaient qu'à réduire leur consommation de tabac et d'alcool afin de dégager les sommes nécessaires pour faire preuve de leur patriotisme.

Kaiser sont moins négociables que celles des visites du président français. C'est ce constat que nous voudrions maintenant interroger.

Face à la faible implication de la société locale et au peu d'empressement à mettre en valeur le territoire parcouru, la tentation est forte d'interpréter les «manques» côté allemand en termes évolutionnistes. Dans cette perspective, les transformations des visites en Allemagne entre 1890 et 1914 témoigneraient d'un «apprentissage» de la logique du nombre comme principe de légitimation politique, mais il s'agirait ici d'un apprentissage incomplet. Plus prosaïquement, ce «retard» allemand serait en fin de compte imputable à la légitimation héréditaire du pouvoir impérial, ce qui le rendrait en quelque sorte aveugle aux potentialités intégratives que recèle la visite de souveraineté. D'ailleurs, les visites du président Hindenburg dans la deuxième moitié des années 1920 se «conforment» en effet davantage au schéma français: mise en valeur «touristique» de la ville; multiplication des visites des quartiers, de sites économiques et d'infrastructures; multiplication des apparitions et gestes «spontanés» à destination du public, etc.³². Mais en déduire qu'il s'agit là d'une évolution ou d'une convergence revient à supposer l'existence d'une homologie entre la forme de légitimation du pouvoir politique et la manière d'articuler le national et le local. Or, la comparaison a également permis de montrer qu'il existe de part et d'autre des objectifs partagés et des pratiques qui visent à créer un lien presque charnel entre le national et le local par l'entremise du souverain.

On peut proposer une toute autre interprétation, plus «intentionnaliste», en rappelant la rivalité historique entre la Prusse et la Saxe. Plusieurs éléments soutiennent cette lecture. Guillaume II vient à Leipzig pour commémorer la bataille de la libération de la nation dans une cérémonie qui doit simultanément démontrer l'attachement de la Saxe au Reich et signifier la centralité historique des Hohenzollern dans l'édification de la nation allemande. Or, exceptée la presse social-démocrate, les comptes rendus de l'événement passent sous silence le fait que la plupart des généraux saxons ont combattu en 1813 aux côtés de la France, autrement dit que la Saxe fait partie des vaincus. Ce non-dit, rarement évoqué explicitement par les organisateurs du voyage, est néanmoins dans tous les esprits³³. Mais la cour ne fait aucune concession pour reconnaître et honorer les apports de la ville ou de la Saxe à l'édifice national, Leipzig ayant en outre la douteuse réputation de constituer le berceau du mouvement social-démocrate³⁴. Le

32 *Reichspräsident von Hindenburg auf der Leipziger Frühjahrsmesse*, Leipzig, 1926; *Reichspräsident von Hindenburg: Besuch in Hamburg am 4.5.1926*, Hambourg, 1926.

33 L'interlocuteur principal du maire à la cour, von Burgsdorff, évoque ce problème en décembre 1911, dans une première série de correspondances, soulignant le soin qu'il faut prendre à organiser «un moment national qui évite de blesser l'honneur de la Saxe»: AM Leipzig, Kap II, 71/ 63/1.

34 En effet, les deux premiers représentants SPD au Reichstag furent élus à Leipzig (Bebel et Liebknecht), et lors des élections de 1903, 59 % des suffrages et 22 des 23 mandats au Reichstag allèrent au SPD. Michel RUDLOFF et Thomas ADAM, *Leipzig – Wiege der deutschen Sozialdemokratie*, Berlin, 1996, p. 64.

roi de Saxe, Friedrich-August, n'est guère mentionné dans les comptes rendus journalistiques de la journée ; les discours tenus lors de la cérémonie, y compris celui du maire de Leipzig, font totalement abstraction du cadre géographique où se déroule cette journée « nationale » ; et les organisateurs du voyage n'ont, comme nous l'avons vu, laissé aucune marge de négociation sur le trajet du cortège officiel, sur les visites annexes ou sur l'ordre protocolaire du cortège.

Le dispositif de la visite vise ainsi à opérer une relecture du passé conduisant à marginaliser une conception concurrente de la nation et de la signification de la bataille de 1813. En effet, lors du cinquantenaire de la victoire, en 1863, la célébration avait placé les anciens combattants et les mouvements patriotiques libéraux et bourgeois au cœur des festivités. Ce sont eux qui, par milliers, avaient défilé dans les rues ; en 1913, à l'inverse, ils sont transformés en spectateurs, exclus du cortège officiel, et placés dans un rapport de soumission vis-à-vis de l'empereur, qui les passe en revue³⁵. De façon similaire, en 1913, 35 000 cyclistes ont fait parvenir des messages des quatre coins du Reich, et au-delà (de Flensburg, Stralsund, Memel, Myslowitz, Regensburg, Friedrichshafen, Strasbourg, Waterloo, Wesel, Bremerhaven...), messages qui convergent vers Leipzig le 18 octobre. Le *Kaiser* reçoit les messages à la fin de la cérémonie mais personne ne les lit en public, et cet exploit sportif et organisationnel exceptionnel, dessinant symboliquement les frontières du territoire reliées en ce jour à Leipzig, capitale provisoire de la nation, n'est guère évoqué dans les commentaires de la journée. Là encore, on peut faire l'hypothèse que ces messages ou l'objectivation cartographique des frontières dans les journaux ne sont pas exploités parce qu'ils mettent en valeur le rôle du peuple dans l'unification nationale, à la différence d'un processus centré sur le rôle de la Prusse et des Hohenzollern.

Toutefois, on peut encore envisager une troisième interprétation, davantage centrée sur les répertoires d'action et la sédimentation des pratiques. Lorsque l'on observe les choses avec précision, et même si l'armée est peu présente en tant que telle lors de la visite de 1913, l'économie générale de la journée à Leipzig est en fait calquée sur celle des déplacements réguliers de Guillaume II pour diriger les manœuvres dans les 15 districts militaires. Les responsables administratifs des voyages de l'empereur transposent ainsi un modèle particulier de déplacement à l'événement du 18 octobre, modèle qui a pour caractéristique de ne pas impliquer les collectivités territoriales. La transposition de ce savoir-faire permet de comprendre autrement que par l'hypothèse intentionnaliste l'incapacité de la cour à écouter et à intégrer les *desiderata* du pouvoir local.

35 Le cortège prévu le matin en dehors du cortège « officiel » a été organisé entièrement sans l'aide de la municipalité. 3 000 manifestants portant 500 drapeaux et bannières (essentiellement les associations d'étudiants et les associations musicales et sportives) ont traversé la ville le matin du 18 octobre pour se rendre au monument. Très peu de journaux ont évoqué ce cortège « aux marges », qui peut être interprété comme un dernier vestige de la tradition national-libérale de fêter la victoire par un cortège « populaire » : S.-L. HOFFMANN, « Mythos und Geschichte... », *art. cit.*

La dimension militaire des déplacements provinciaux des présidents français quant à elle n'était que peu interrogée pour elle-même, mais plutôt en tant qu'institution d'appât des foules lors des défilés urbains. Les présidents assistent pourtant chaque année à au moins un défilé militaire. Les défilés ont lieu sur un terrain « neutre » et clos, souvent à proximité ou dans un camp militaire à l'écart des villes, dont rien ne souligne l'inscription géographique. En ce sens, ces revues semblaient ne pas appartenir au modèle des visites fondé sur l'exaltation des particularités locales. En reconsidérant les choses à la lumière de l'événement allemand, il est possible de souligner le rôle tout à fait essentiel que tiennent ces défilés de troupes, précisément parce qu'ils sont par nature délocalisés et ne dépendent pas du lieu de leur réalisation. En ce sens, ils permettent de souligner les dimensions « symboliques » des visites, c'est-à-dire ce qui a un sens potentiellement universel, transposable à l'identique ailleurs et à un autre moment. Parce qu'ils peuvent se tenir n'importe où sur le territoire national, ces défilés jouent le rôle de principe unificateur entre les petites patries. Ce sont ces uniformes, ces ordres, ces musiques, ces manières de marcher au pas qui matérialisent les liens à distance entre les membres d'un même État.

Un nouveau retour au cas allemand éclaire *a contrario* ce statut du militaire. Guillaume II avait en effet pour habitude, lorsqu'il assistait aux grandes manœuvres, de porter des insignes et médailles propres aux traditions militaires des *Länder*. Mais s'il peut le faire, c'est précisément parce que ces éléments identifiant une région sont insérés dans un ensemble national (l'armée) déjà existant. En traversant la ville à la tête des régiments pour se rendre aux manœuvres, Guillaume II inscrit l'institution nationale de l'armée et de l'empereur dans le cadre de l'espace infranational. Or, durant sa visite à Leipzig, il n'adopte aucun de ces signes qui permettraient de distinguer la Saxe ou la ville, sans doute précisément pour les raisons historiques et stratégiques évoquées précédemment : les porter reviendrait à reconnaître le rôle du *Land* et/ou du peuple dans le processus d'unification alors qu'il s'agit de mettre l'accent sur la centralité de la Prusse et de la famille impériale.

Si les intentions et objectifs de légitimation des organisateurs et promoteurs des visites de souveraineté paraissent presque identiques, la manière de résoudre les problèmes pratiques de mobilisation de la population et d'organisation de l'interaction entre le souverain et le « peuple » produisent des écarts considérables dans les formes concrètes d'articulation du national et du local, du politique et du social. Ces différences ne nous semblent pas provenir d'une différence de culture ou d'essence de la construction nationale agissant « en amont » ; elles sont plutôt le résultat d'une sédimentation de savoir-faire visant à résoudre un nombre de problèmes concrets d'organisation qui transforment fondamentalement les formes d'enracinement du national dans le local et la mise en conformité des particularités locales avec le « tout » national.

On peut encore remarquer que les effets produits par les modalités pratiques d'organisation des visites n'apparaissent pas dans les comptes rendus journalistiques des visites. En France, une large place est consacrée au nombre de specta-

teurs/participants et surtout à la description détaillée de leur comportement. Le peuple «accourt» pour acclamer le président et les témoignages journalistiques commentent longuement l'accueil chaleureux fait au souverain : les cris, vivats, chansons et applaudissements spontanés d'une foule en liesse viennent attester l'effervescence spontanée d'un peuple qui exprime sa joie et son attachement à la personne et à la fonction du premier personnage de l'État³⁶. Du côté allemand, les récits journalistiques font abstraction à la fois du nombre de personnes qui assistent au cortège officiel et ne contiennent que peu de descriptions du comportement des foules³⁷. Seule la presse social-démocrate traite ces questions pour dénoncer le caractère «artificiel» d'une journée construite sur une contre-vérité historique (le ralliement de la Saxe à Napoléon). Ainsi, dans la *Leipziger Volkszeitung* du 14 octobre 1913, un article «démasque» les techniques utilisées pour produire l'apparence d'une réaction spontanée de la foule, en signalant les consignes données aux membres des associations patriotiques, folkloriques et musicales de se disséminer dans la masse le long du parcours pour amorcer des vivats et chansons «spontanés». Le numéro qui paraît le soir du 18 octobre tourne en dérision les gens qui crient «*hurrah*» au passage des sommités, mais qui ne savent même pas qui ils acclament. Le journaliste déduit de l'accent des personnes qui l'entourent que ce sont des provinciaux, donc pas de vrais «leipzigois»; les vivats auraient été «faibles» et le journaliste regrette que son métier l'oblige à «couvrir cet 'événement', à étudier ces ignorants qui s'excitent devant ce cirque». Or, si la posture du dévoilement des «ficelles» locales de la mobilisation ne doit guère étonner de la part d'un organe de presse du SPD, les autres journaux, qu'ils soient nationaux ou locaux, n'ont pas produit un contre-récit attestant la réussite de la journée en décrivant la réaction de la foule en liesse électrisée par le contact avec le souverain. Pourquoi?

On peut d'office écarter deux explications possibles : le fait que la foule ait été effectivement clairsemée et le fait que le nombre ne soit pas considéré comme un critère essentiel de la réussite de la visite. En effet, les photographies prises à différents endroits de la ville le 18 octobre 1913 témoignent d'une densité considérable de la foule, et même le journaliste du SPD ne conteste pas la présence d'une masse importante de personnes assemblées, problème qu'il contourne en utilisant l'argument de la «qualité» du peuple et en insistant sur la manipulation dont ce peuple a fait l'objet. Par ailleurs, la présence des 27 000 écoliers le long du parcours, de milliers de visiteurs, de membres d'associations et corporations de toutes sortes, ainsi que l'attraction exercée par l'événement sur les habitants de la ville, sont attes-

36 Sur les difficultés à déduire les croyances des comportements collectifs, voir Nicolas MARIOT, «Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules», in : *Revue française de science politique*, 51 (5), 2001, p. 707-738 et *Bains de foule...*, *op. cit.*, chapitre 3.

37 La seule exception est le récit de ce qui se passe lors de la cérémonie d'inauguration. Le nombre de personnes présentes est fourni par la vente de tickets d'entrée. Si les comportements de la foule font partie des comptes rendus, leur place dans l'ensemble des récits est bien moins importante que dans ceux produits par les journalistes français.

tés par les archives de la municipalité et de la police. En Allemagne comme en France, on organise des fêtes en marge, des spectacles, des représentations de théâtre, des feux d'artifice; un programme musical et des chansons populaires sont organisés par le monde associatif pour égayer les heures d'attente.

On peut expliquer ces différences dans les représentations journalistiques par les dispositifs d'agencement des trois protagonistes qui sont nécessaires à la production d'un récit de liesse: le souverain, la foule, et les journalistes qui, à partir de leur point d'observation, voient ou ne voient pas l'effervescence populaire qui témoignerait de la « conquête des cœurs ». En France, la presse « nationale » est constituée en « syndicat de la presse... parisienne », accrédité par l'Élysée, qui suit le président partout et observe ce qu'il voit. Elle partage ainsi le point de vue du président qui passe la population en revue et est accueilli et « porté » par un flot ininterrompu de vivats à mesure de son déplacement dans la ville. En Allemagne le 18 octobre, ces conditions ne sont réunies qu'à un seul moment: lors de la cérémonie officielle, et c'est dans la description de cette heure de la journée que l'on trouve les seules évocations de la liesse populaire. En effet, pendant tout le reste de la journée, les journalistes ne partagent pas le point de vue du souverain; ils sont tenus à l'écart de l'inauguration de l'église-mémorial russe, sont exclus du cortège officiel et seulement quatre d'entre eux sont admis au repas festif à la mairie, non en tant que journalistes qui rendent compte des événements, mais en tant que représentants d'une corporation parmi d'autres. En Allemagne, le point d'observation des journalistes est donc le même que celui du spectateur ordinaire et se focalise sur les gestes et les expressions du souverain. En France en revanche, la proximité du journaliste et du Prince (dans le même cortège, sur la même tribune, à la même table de banquet...) produit un récit davantage centré sur ce qui est donné à voir au chef de l'État, ce qu'il observe et ce qu'il entend (les vivats, les comportements de liesse...). Dans le premier cas, les hurrahs et les comportements acclamatifs ne durent que les quelques secondes ou minutes qui ponctuent des heures d'attente alors que le « pool » de journalistes accrédités qui suivent le président français dans l'ensemble de ses déplacements entendent et voient une effervescence sociale continue.

CONCLUSION

En partant du constat que les organisateurs centraux des voyages ont des objectifs similaires et sont confrontés à une série de problèmes très pratiques d'organisation, les voyages de souveraineté ont été interrogés comme une forme d'articulation du national et du local, du politique et du social, et comme une institution qui contribue à transformer cette relation. Dans les deux cas, les organisateurs centraux, souhaitant maximiser leurs chances de réussite, utilisent des schèmes d'organisation éprouvés et routinisés.

En Allemagne, ce sont les déplacements de l'empereur lors des manœuvres militaires qui servent de matrice transposable à d'autres types de visites. L'organi-

sation repose ainsi sur la centralité de l'armée qui représente, avec l'empereur, le ciment entre les territoires et les populations constitutifs d'une même nation. Contrairement à la France, la réussite de l'événement ne dépend pas (ou peu) des initiatives du pouvoir local ou des notables, ce qui tend à produire des visites où la célébration du caractère unique de la société locale est réduite à son expression minimale. À l'inverse, les déplacements du président français suivent une logique de totalisation « horizontale » des petites patries, chacune reconnue pour sa singularité, mais toutes traitées sur un plan d'égalité. En Allemagne en revanche, l'historiographie de ces dernières années a montré comment l'idée de la *Heimat*³⁸, portée et diffusée par un foisonnement d'associations, a contribué, selon un schéma similaire, à l'enracinement du national dans l'environnement local et régional. Cependant, les visites de Guillaume II n'entrent nullement en résonance avec ces mouvements qui ont tant contribué à rendre mutuellement compatibles les identités locales, régionales et nationale après l'unification allemande. Alors qu'en France, les communes participent au financement de spectacles ou de fêtes en marge de la visite, la municipalité de Leipzig refuse de subventionner les pièces de théâtre ou les brochures commémorant la bataille produites par des historiens ou écrivains locaux. De même, le pouvoir impérial ne fait aucune concession, comme on l'a montré, pour reconnaître le caractère spécifique de la Saxe ou de la ville. Cette articulation relativement faible des territoires peut être interprétée comme le résultat d'une relation historiquement problématique entre la Prusse et la Saxe, ou encore comme le signe d'une intégration nationale encore incomplète. En Allemagne encore, les mouvements associatifs ne sont pas entravés dans leur développement, mais ils n'entrent pas dans un jeu d'intérêts croisés avec les représentants politiques. L'exclusion des élus SPD du déjeuner d'honneur et l'absence d'associations locales dans l'organisation des festivités semblent à ce titre symptomatiques d'une séparation relativement étanche entre la société civile et le pouvoir politique, entre la représentation issue des urnes et une cour impériale qui n'a pas voulu, su ou pu tirer profit du dynamisme de la société civile.

38 Celia APPLEGATE, *A Nation of Provincials. The German Idea of Heimat*, Berkeley, 1990 ; Alon CONFINO, *The Nation as a local Metaphor: Württemberg, Imperial Germany and National Memory, 1871-1918*, Chapel Hill NC, 1997.